

TINCQUES.- Grand Débat National avec Willy Schraen, le patron des chasseurs

Écologie, démocratie et politique rurales : toutes les doléances prises en compte ?



Willy Schraen, le patron des chasseurs, est venu échanger avec le public.



L'assistance a été très attentive.

■ Mercredi, ce sont plus de deux cents personnes qui se sont déplacées à Tincques à la rencontre de Willy Schraen, président de la fédération nationale des chasseurs. Une consultation publique à l'initiative de la Fédération de chasse. Et dans le public, il n'y avait pas que des chasseurs. Le débat était centré sur la ruralité. De nombreux sujets ont été abordés tels que l'écologie, la démocratie ou encore la politique au sein de la ruralité. Paroles pris sur le vif.

« La chasse a fortement été attaquée cette année », lance le président. « Il ne faut pas oublier que certaines espèces sont en surnuméraires. Ce qui est néfaste pour les autres. S'il y en a trop, nous avons le droit d'avoir un pouvoir de régulation de manière à réduire les effectifs et limiter les dégâts. » Et quand on parle d'espèces, elles sont multiples (cormorans, buses, rapaces, goélands...). « Nous ne sommes pas là pour décimer une espèce mais bien la réguler. »

Réserves nationales

La politique écologique a conduit l'État à poser des « cloches de verre » sur les territoires ruraux. Et ce depuis de nombreuses années. « Les résultats sont mitigés. Les chasseurs entretiennent les marais. Et ces zones humides sont les mieux entretenues. Pourquoi ne pas exonérer fiscalement les propriétaires vertueux ? Sachant que cela a un coût et prend beaucoup de temps. » Intervention du public : « Au lieu d'imposer des cloches de verre, il serait plus judicieux d'installer plus de bandes de protection, améliorer les abris des oiseaux. Cela agrémente le paysage. »

Il a aussi été question de « couper le robinet » aux associations écologistes. « Ils vivent de notre argent », soulignent certains. « Sachez que quand notre dossier arrivera à Paris, il sera mis sur le côté. Et l'on sait qu'ils n'ont jamais vu un lapin de leur vie. »

Énergies renouvelables

« Je n'ai pas envie de vivre sur un champ éolien toute ma vie. Si encore c'était rentable et ramenait un peu plus d'argent dans l'escarcelle de l'État. Je préfère les centrales nucléaires. » « On arrose les communes, les propriétaires terriens, les communautés de communes... Sachant que dans quinze ans, elles seront démontées. C'est un énorme

scandale. D'autres projets, plus intelligents, sont à mettre en place, tel l'hydraulique. » « Derrière cela, il y a d'importants schémas financiers. Regardez les fonds de pension canadiens. Ils investissent en France et l'argent retourne au Canada. L'hexagone est leur terrain de jeu favori. »

Côté indépendance énergétique, les ruraux devraient-ils créer et utiliser leur propre énergie (électricité, eau de pluie, chauffage) et sans aucune contrainte de l'État ? « Il faut savoir que 8m² de panneaux éoliens et une petite éolienne de jardin produisent l'équivalent du débit d'un compteur électrique. » « Tout cela n'est que fumisterie. L'État rachète le Kilowatt au double de son prix. »

Patrimoine et traditions

La pêche, la chasse, les corridas, les combats de coqs : « L'Europe se fout de nos traditions. » « Il n'y a plus de respect des coutumes dans les villages. Au fil du temps, tout s'amenuise au sein du Pas-de-Calais. » « Il faut réintroduire les coutumes. Elles sont l'âme d'un village. » « Les combats de coqs sont à préserver. On pourrait introduire ce patrimoine au niveau européen. Ce sont nos traditions que nous devons transmettre à nos enfants. »

Référendum d'initiative citoyenne

« On touche du doigt les dangers de la dictature majoritaire. Chacun doit s'occuper de son secteur. Un référendum serait la meilleure comme la plus mauvaise chose. » « En effet, la chasse du dimanche a été montrée du doigt par un groupe minoritaire. » Des groupes végans (anti-spécistes) et anti-chasse utilisent de manière récurrente la violence et l'obstruction pour contester de nombreuses activités rurales traditionnelles. Il peut s'agir de la chasse, de la pêche, de l'élevage, de l'abattage, de la boucherie ou encore de l'équitation. Ils agissent au nom des animaux qui devraient, selon eux, être considérés et traités comme des humains. « C'est un monde en dérive. L'État dispose de moyens nécessaires pour lutter contre ces groupuscules. Sans oublier ceux qui les soutiennent. » « On peut toujours mettre un pays à feu et à sang. Il faut éviter que ça parte dans tous les sens. Les gilets jaunes sont pour nous un danger énorme. » « Nous, en tant que chasseurs, nous devons toujours tout prouver. Et pour

cause : le principe de précaution. » « S'il y a un référendum, une minorité comme nous, allons payer les pots cassés. Nous devons absolument trouver une alliance. » « Nous sommes dirigés par des technocrates. Ils ne connaissent pas le terrain. Nous devons être attentifs sinon nous courrons vers la catastrophe. » Et quand on parle de Bercy : « C'est un monde redoutable. Ce sont eux qui décident. D'où un système corrompu. » Certains rebondiront sur la chasse à courre. Désormais il y a de plus en plus de vols recensés concernant les chiens. Même pendant les chasses. « C'est une honte. La chasse est une activité légale. Ces derniers n'ont que 135 euros d'amende. C'est juste de la rigolade. C'est un délit, ils doivent aller en prison. Il a été décidé lors d'une séance plénière des sénateurs qui date du 13 février dernier, qu'une loi serait mise en place en rapport avec l'aliénation de l'animal. » « À cause de ces anti-spécistes, certaines festivités sont interdites dans les communes. C'est une entrave aux activités légales. »

Du côté des élus parlementaires

De nombreux Français se plaignent. Ils ne se reconnaissent pas dans leurs élus par-

lementaires et voudraient une meilleure représentation du monde rural. « Il est nécessaire de trouver un équilibre entre le nombre de personnes et d'hectares. Nous devrions avoir une chambre représentative avec qui nous pourrions échanger. Il y a une déconnexion entre le monde rural et les lois. » Au Sénat, le monde rural est pourtant plus que représenté que celui des villes...

Le monde agricole

Ce sont deux cents exploitations agricoles qui ferment leurs portes chaque semaine. Soit près de 10400 par an. Dans le sud, un champ sur deux n'est plus cultivé. Les inquiétudes sont partagées. La fusion des petites communes a aussi été abordée. Pour survivre, il serait préférable que ces dernières mutualisent leurs moyens. « Toutes les communes n'ont pas besoin d'une salle des fêtes. »

Le président Willy Schraen s'est dit attentif aux différentes propositions et remarques apportées par la salle sur tous ces sujets. L'ensemble de la réunion fera l'objet d'un compte rendu détaillé des doléances des chasseurs et du monde rural qui sera transmis à l'État par le président.

Ch. D.

Bénévolat, commerce local, la ville plutôt que la campagne...

Le constat est à l'identique partout. Le lien associatif est en voie de disparition. Sachant que c'est le seul vrai lien social. Plus personne ne veut s'investir. Quelle solution ? Faut-il revoir le statut des bénévoles ? « Et pourquoi pas défiscaliser le temps passé ? Le bénévolat c'est un sacerdoce. Ça prend beaucoup de temps. » Pour d'autres il est question de revitaliser le commerce et l'artisanat avant de penser au monde associatif. « La première chose qui compte dans un village, c'est d'avoir un bistrot. C'est un lieu de rencontre. Les bâtiments se vident. C'est comme les églises car il n'y a plus de curés. » « Il y a un gros travail à faire en amont avec les élus et les communautés de communes et d'agglomération pour redynamiser les bourgs. » Sans oublier les services publics qui ne cessent d'être délocalisés et la désertification médicale. « Pourquoi ne pas exonérer les mé-

decins d'une partie de leurs impôts pour qu'ils viennent s'installer en milieu rural ? » Et pour réponse : le numerus closus a été débloqué de 20 % ce 13 février. Et Xavier Bertrand, président de la Région, vient de débloquer 60 millions d'euros pour redynamiser les bourgs et aménager le territoire. Le couac : deux politiques s'entrechoquent. Le mouvement de « délocalisation » en direction des villes est bien réel. La preuve avec les PLUI (plans locaux d'urbanisme). C'est une volonté réelle de l'État de désertifier les communes pour recentrer la population dans les grands centres urbains. « Demain tout le monde vivra en ville et le monde rural sera considéré comme un espace récréatif. » « C'est le reflet de la loi NOTRe. Seules quelques dents creuses seront bouchées. Il n'y aura plus de constructions dans les campagnes. »